



Réunion du groupe-pays Tunisie

Mercredi 3 juin 2020

Lieu : plateforme Zoom

COMPTE-RENDU

Participants :

Agence Française de Développement (Florence Llorens, Mathilde Moulinou) ; Aix-en-Provence (Michèle Couëtmeur) ; Ambassade de France à Tunis (Lionel Briand, Inas De Brion, Rebecca Geay) ; Bagnolet (Daouda Keita) ; Bizerte (Houssem Belhad, Kamel Ben Amara) ; Bordeaux Métropole (Magali Da Silva) ; CNFPT (Andreas Korb) ; Cités Unis France (Geneviève Sevrin, Virginie Rouquette, Constance Koukouï, Zoé Courboin, Fatou Ndiaye, Fanny Salas, Camille Joseph), Communauté urbaine de Dunkerque (Sylvie Delatte, Nordine Henni, Nathalie Cos) ; Conseil Départemental de l'Aude (Valérie Dumontet, Nicolas Cimbaro, Maxime Dono) ; Conseil Départemental de Loire-Atlantique (Carole Mercier-Joyeux) ; Conseil Départemental de Seine Maritime (Fleur Ferry) ; Conseil Départemental de Val-de-Marne (Anne-Laure Jullian) ; Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes (Elsa Guglielmetti) ; Conseil Régional Occitanie (Clémence Vidal) ; Conseil Régional Région Sud PACA (Agnès Rampal, Laurent Chambrial, Rougina Farag Maurice Soliman) ; Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) (Anne-Marie Mevel Reingold) ; Fédération nationale des villes tunisiennes (FNVT) (Wiem Pousse) ; France Volontaire Pierre Revel) ; Grand Lyon (Pascal L'Huillier) ; Ville de Grenoble (Mathilde Lestra) ; Kairouan (Radouane Bouden) ; Ville de Limoges (Nadine Rivet, Cyril Vermuse, Anne-Florence Louze) ; Marseille (Jean Roatta, Dominique Ginouves, Patricia Mallen) ; Métropole de Nice (Brenda Milani) ; Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (Direction Afrique du Nord et Moyen-Orient)(Fatène Benhabyles-Foeth, Brice Ballot, Hana Rakem) ; Nevers (Chrystel Pitoun) ; Saint-Etienne (Sigolène Saunier-Hrustic) ; Sfax (Mounir Elloumi) ; Solidarité Laïque Tunisie (Lassaad Arfaoui) ; Sousse (Mohamed Ikbel Khaled) ; Strasbourg (Sandrine Millet) ; Testour (Mohamed Mensi) ; Toulouse (Nathalie Longueville Bedrune) ; Tunis (Souad Sassi)

1/ Introduction

- **Agnès Rampal, présidente du groupe-pays Tunisie de Cités Unies France, vice-présidente de la région Sud**

Mot de bienvenue aux participants et remerciements, en particulier à M. Elloumi, vice-président de la FNVT et président de la municipalité de Sfax et aux autres représentants de la FNVT présents. Remerciements également au Ministère des Affaires de l'Europe et des Affaires Etrangères, représentés par l'Ambassade de France et la DAECT.

- Madame Rampal souligne que la réunion à l’initiative de CUF et de la FNVT a pour objectif de répondre à un besoin d’échanges autour du rôle que les élus locaux et représentants de collectivités ont tenu dans la gestion de cette crise liée à l’épidémie de coronavirus.
- La présidente du groupe-pays rappelle que le groupe rassemble une vingtaine de collectivités françaises engagées dans la coopération franco-tunisienne.

➤ **Mounir Elloumi, vice-président de la FNVT, président de la municipalité de Sfax**

- Nécessité de repenser notre mode de fonctionnement.
- La vie sociale dans son ensemble a été touchée, les conséquences sont nombreuses et annoncent le début d’une crise économique et sociale extrêmement violente. Il faut désormais réfléchir aux moyens d’alléger les effets de la crise et trouver des modes de réaction pour affronter ce type de crise.

2/ La crise sanitaire

➤ **Camille Joseph, assistante chargée de mission à Cités Unies France**

Un état de la situation épidémiologique en France est présenté afin d’apporter aux partenaires tunisiens des éléments contextuels.

En bref¹ :

- 29 547 décès dont 19 090 à l’hôpital
- 157 716 cas confirmés
- 10 535 cas hospitalisés

Après neuf semaines de confinement, le pays a déclenché le déconfinement le 11 mai avec la réouverture des commerces, écoles maternelles et primaires, l’autorisation de déplacements inférieurs à 10 kilomètres.

La deuxième phase a été amorcée le 2 juin avec l’ouverture des lycées, collèges, restaurants, bars et autres lieux publics. Des dispositions particulières subsistent pour l’Île-de-France, la Guyane et Mayotte.

La troisième phase sera amorcée le 22 juin comprenant l’allègement des restrictions, l’ouverture de tous les lieux publics. Les départements de la Guyane et Mayotte restent en situation de vulnérabilité et maintiendront des restrictions.

Le deuxième tour des élections municipales qui devait se tenir initialement le 22 mars a été reporté au 28 juin.

➤ **Geneviève Sevrin, directrice générale de Cités Unies France**

- CUF a lancé fin avril [l’Initiative Solidaire Afrique-Haïti](#). **L’initiative a pour objectif la dissémination des pratiques dans la gestion de la pandémie** pour permettre des échanges pair-à-pair et réciproques entre collectivités africaines et françaises. Ces deux derniers mois, quatre réunions se sont tenues, rassemblant des élus et représentants locaux du continent africain et d’Haïti ainsi que des réseaux nationaux de collectivités.

Le projet s’articule autour de deux volets :

¹ Chiffres issus du site de Santé publique France au 16/06/20 à 14h : <https://bit.ly/2N2ENEJ>

- Un **plaidoyer** via une [tribune](#) appelant les autorités nationales, européennes et instances internationales à une plus grande solidarité internationale, signée par plus de 100 maires et élus français ;
 - Un **fonds de solidarité** auquel les collectivités françaises peuvent abonder en vue de soutenir les autorités locales africaines.
- **Les Rencontres de l’AICT sont reportées aux 21 et 22 septembre 2020.**

➤ **Wiem Pousse, Experte technique, Fédération Nationale des Villes Tunisiennes**

Le confinement en Tunisie a débuté le 20 mars alors qu’il y avait relativement peu de cas. Au vu des faibles capacités hospitalières (500 dans les hôpitaux publics et 500 dans les hôpitaux privés), le gouvernement a en effet privilégié l’anticipation.

- Jusqu’à 1050 cas ont été recensés en Tunisie.
- Actuellement, la majorité des cas ont été importés, les personnes contaminées sont immédiatement confinées et mises en quarantaine. La situation est sous contrôle.

La gestion de la crise a eu un impact important sur l’action des collectivités tunisiennes, tout en suivant leur budget, elles doivent maintenir leurs services.

La **décontamination des espaces publics** a été très pratiquée par les services des collectivités, ce qui représentait un coût important.

Actions de la FNVT :

- Mise en ligne des activités portant sur la fourniture de services pour mieux orienter les actions des collectivités.
- La FNVT a élaboré une enquête auprès de 350 communes pour mettre en place la décontamination et recenser les moyens existants disponibles.
- Lancement de vidéos de format court avec des experts pour aider les communes à gérer la situation du Covid-19
- Un site web a été lancé pour recenser l’ensemble des actions menées par les autorités locales auprès des plus démunis.
- **Plaidoyer** pour alerter le Ministère des finances sur la précarité financières des collectivités tunisiennes.

Beaucoup de Tunisiens vivant de revenus journaliers se sont retrouvés sans ressources, les collectivités se sont efforcées d’accorder des **aides sociales pour les plus vulnérables**. Elles doivent donc faire face à des dépenses exceptionnelles, imprévues dans leur budget, le plaidoyer visera notamment à demander des aides exceptionnelles auprès de l’État.

- Un site web a été lancé pour recenser l’ensemble des actions menées par les autorités locales auprès des plus démunis.
- La FNVT a élaboré une enquête auprès de 350 communes pour mettre en place la décontamination et recenser les moyens existants disponibles.
- La FNVT fait un travail d’information et de prévention pour répondre aux préoccupations. Cette expérience laisse entrevoir l’avenir avec beaucoup plus d’espérance et de projection.

Désormais, il faut discuter des enjeux actuels et de ceux qui s’annoncent. Cette crise a permis de mettre en avant le rôle des collectivités territoriales et leur capacité à être au plus proche des

citoyens. Cela va permettre de réactiver des dossiers de plaidoyer notamment sur les finances locales, la police municipale, les décrets sur la démocratie participative. C'est l'occasion de **valoriser le travail des collectivités** sachant que pour les élus locaux c'est le premier mandat municipal².

➤ **Mohamed Ikbel Khaled, président de la municipalité de Sousse et secrétaire général de la FNVT**

Les pouvoirs régionaux et locaux doivent travailler ensemble. La ville de Sousse a entrepris des démarches très tôt pour fermer les lieux publics.

- Cette crise a démontré que le pouvoir local ne peut travailler seul. **L'appui de la société civile** est important pour gérer la crise sociale.
- Sousse a appuyé les décisions prises par le pouvoir central pour assurer le confinement, le suivi des services municipaux (santé, propreté) et la décontamination des locaux. Bien que la municipalité s'oppose à la décontamination des rues – comme d'autres municipalités tunisiennes – elle a cédé face à la pression de la population.
- Il faut donner plus d'espaces aux citoyens, ce qui passe aussi par l'ouverture des espaces verts.
- La crise marquera l'organisation administrative.

L'épidémie ne sera pas la dernière, mais il est espérer que le cours de l'histoire sera changé.

➤ **Monsieur Mohamed Mensi, Président de la municipalité de Testour**

- Les autorités locales ont pris leur responsabilité en mettant en place un plan d'action. Dès le 13 mars, des arrêtés municipaux ont été publiés pour gérer le quotidien des citoyens, des comités de suivi ont été élaborés.
- Les associations se font le relais des collectivités, et sont ainsi devenus des partenaires à part entière.

Pour autant, les collectivités tunisiennes n'ont pas les moyens financiers et matériels, et malgré tout, les élus locaux ont pris des mesures bien avant le gouvernement. Le travail de fond effectué par les municipalités a été remarquable et en harmonie avec les autorités centrales. Les associations ont été très efficaces et dévouées aux collectivités.

Testour se situe en zone rurale qui a été très impactée, car les gens vivent beaucoup d'agriculture.

- Une stratégie d'entraide a permis de collecter des colis alimentaires pour pallier les carences des plus nécessiteux.
- Les associations ont été un maillon essentiel à la chaîne d'appui auprès des familles.

L'épreuve du confinement fut difficile tout en étant très riche et génératrice de belles initiatives. Il faut donc remercier les citoyens et les entreprises qui ont aussi fait preuve de solidarité.

➤ **Agnès Rampal, présidente du groupe-pays Tunisie et de la commission Euro-Méditerranée à la Région Sud**

- La Tunisie s'est illustrée par sa réactivité, elle n'a pas attendu pour prendre des mesures et instaurer le confinement.
- La crise sanitaire doit également être l'occasion de réinventer notre façon de vivre.
- Il faut s'appuyer sur **l'intelligence collective** pour éviter les écueils.

² Les premières élections municipales depuis la Révolution de 2011 se sont déroulées en mai 2018 suite la nouvelle Constitution de 2014.

- La **dépendance à la Chine est flagrante** et gravissime. Nous devons davantage **travailler avec la Méditerranée et l'Afrique**.
- **La décentralisation doit se poursuivre et s'accélérer**, car la crise a laissé entrevoir que les décisions étaient encore trop centralisées.
- **Radouane Bouden, maire de Kairouan**
 - Les collectivités tunisiennes ont montré qu'elles sont un appui décisif pour les pouvoirs central et régionaux.
 - La situation des hôpitaux est déplorable, ce qui explique la réactivité dans les mesures prises. 350 000 dinars³ ont été récoltés pour aider l'hôpital à faire face à la situation.

3/ Témoignages de collectivités territoriales tunisiennes et françaises

- **Jean Roatta, adjoint au maire de Marseille en charge des relations internationales, coopération euro-méditerranéenne**
 - Les collectivités ont été à la source des actions entreprises.
 - On dépend trop de l'Etat et on en attend trop.
 - Il faut que l'Etat français se tourne davantage vers la Méditerranée et l'Afrique pour ne pas dépendre d'un pays seulement pour l'approvisionnement de masques, gels, etc.

→ Cette catastrophe **demande de la solidarité, elle doit chasser l'égoïsme**. Il faut avoir l'ambition de relever le défi.

➤ **Bizerte**

La crise a stoppé la rentrée de recettes fiscales et aussi celles émanant des marchés publics, une compensation de l'Etat serait nécessaire, ce qui est peu probable.

- **Solidarité Laïque Tunisie**
 - La crise a révélé d'immenses inégalités sociales et économiques. L'association a rédigé un document sur les inégalités pour changer le système libéral actuel.
 - Article sur les leçons à tirer de la crise⁴.

➤ **Anne-Marie Mevel Reingold, DAECT**

- La date de clôture pour répondre aux appels à projet a été repoussée au **31 juillet 2020**.
- **Les problématiques liées à la pandémie peuvent être traitées** dans les projets soumis par les collectivités françaises. En effet, un travail important est effectué sur le volet santé pour collaborer avec les services hospitaliers et sur la subsistance alimentaire.
- Les collectivités ont fait preuve d'une forte résilience.

→ La crise pose la question de **la dépendance aux économies lointaines**, la Méditerranée est un partenaire de premier plan.

- **M. Lionel Briand, directeur adjoint de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France à Tunis**
 - L'objectif de l'Ambassade est de favoriser la coopération.

³ 109 583 euros

⁴ Site de Solidarité Laïque Tunisie : <https://bit.ly/3f5tdVo>

- L'Ambassade travaille conjointement avec l'AFD dans **la réaffectation des crédits alloués aux projets** dans tous les secteurs.
- L'AFD et l'Ambassade soutiennent le processus de décentralisation en Tunisie.
- Le lien humain est important. L'expertise française auprès des communes tunisiennes est essentielle en termes de soutien psychologique notamment.
- **Il importe que les collectivités françaises soient nombreuses à déposer des dossiers de soumission.**

4/ Perspectives

- **Virginie Rouquette, cheffe du service Appui aux collectivités – suivi Méditerranée et ODD, CUF**
 - Partout, on a constaté **l'augmentation de l'utilisation des outils numériques.**
 - Importances des élus tunisiens pour soutenir les politiques publiques pour accompagner les plus vulnérables alors que l'enjeu est davantage sur la question sociale.
 - On ne peut que **se féliciter du travail collectif entrepris** avec les parties prenantes.
 - La crise financière pourrait avoir une répercussion significative sur les finances locales.
 - En tant que représentant des autorités locales, le travail de plaidoyer est fondamental.

→ **Une piste de travail avec la FNVT sur cet enjeu est à explorer.**

5/ Questions-réponses

- **Communauté urbaine de Dunkerque**

Les Lab'Baladiya seront-ils reconduits ?

Ambassade de France à Tunis

L'objectif est de poursuivre tant que c'est pertinent. Un questionnaire a été élaboré avec les participants français. L'idée est de franchir une nouvelle étape pour aller vers l'incubation de projet de coopération. L'objectif des labs était de former les élus et les collectivités tunisiennes pour faire partager l'expérience française. Dans un second temps, suite aux échanges fructueux menés, des coopérations ont débuté.

Sur l'AAP franco-tunisien 2019, il était question que les crédits de l'appel à projet 2019 soient réorientés vers des projets plus urgents, est-ce toujours le cas ?

DAECT

Pour les projets 2019 les collectivités françaises peuvent en effet réorganiser les projets sur des questions urgentes. Les collectivités peuvent échanger par mail avec la DAECT.

6/ Conclusion

- **M.Elloumi, président de la municipalité de Sfax et vice-président de la FNVT**
 - Les municipalités tunisiennes ont mis tout en œuvre pour appliquer les mesures gouvernementales.
 - Il faut souligner l'effort des entreprises dont beaucoup familiales pour fabriquer des masques et des gels.

→ **Il faut se pencher sur l'avenir de la coopération franco-tunisienne. La coopération entre la France et la Méditerranée doit être approfondie.**